

attention, et si cette union se réalise, bien qu'elle ne sera pas précisément comme beaucoup d'entre nous le voudraient, nous pouvons nous attendre qu'elle fera cesser nos divisions intestines tout en nous ouvrant un glorieux avenir. La représentation d'après le nombre est refusée au Haut-Canada sans la confédération de toutes les provinces de l'Amérique Britannique du Nord; de la séparation du Haut-Canada pure et simple, il ne faut pas y penser; retomber dans la position où nous étions il n'y a encore qu'un an, serait nous plonger plus avant dans les difficultés politiques, créer une amère déception et de nouvelles animosités; ainsi donc, sauf mes réserves à l'égard des détails seulement, je croirai de mon devoir d'appuyer de mon vote la motion devant la chambre. (Écoutez! écoutez!) Maintenant, M. l'ORATEUR, je passe à la question plus élevée du projet d'union de toutes les provinces anglaises de l'Amérique du Nord. Pour me convaincre de l'importance de cette union, qui finira par former une nouvelle nationalité et assurer aux générations futures les avantages de l'unité et de la puissance, je n'avais qu'à faire de l'argumentation ou de l'éloquence des hon. ministres. Avec la permission de la chambre, je vais lire partie d'une lettre sur ce sujet que j'adressai en 1859 au duc de NEWCASTLE, pendant qu'il visitait ce pays en compagnie de Son Altesse Royale le PRINCE DE GALLES. Après avoir fait connaître à Sa Grâce les motifs qui m'engageaient à prendre la liberté de lui écrire, voici ce que disait cette lettre :—

“ Les possessions anglaises de l'Amérique du Nord ne sont pas seulement remarquables par l'immensité de leur étendue et leurs merveilleuses ressources : elles sont aussi sans rivales sous le rapport des facilités de communication intérieure qu'offrent leurs lacs et rivières; et leur position géographique est propre à leur donner la plus grande importance au point de vue des intérêts commerciaux et politiques de l'Empire. Possédant le contrôle de cette magnifique partie du continent américain, laquelle est d'un bout à l'autre d'un accès comparativement facile depuis l'Atlantique jusqu'aux rives du Pacifique, la Grande-Bretagne ne doit pas craindre la rivalité ni la prépondérance des États-Unis; mais afin qu'elle en retire tous les avantages qu'elle est en mesure d'en attendre, il faut qu'elle adopte et mette en pratique une politique à la fois bien conçue et pratique dans tous ses détails. En établissant de nouvelles colonies dans l'Amérique Britannique, il serait nécessaire de veiller à ce qu'elles fussent aussi peu nombreuses que possible. C'est pourquoi, j'ai appris avec regret que

l'on avait décidé de donner à l'établissement de la Rivière Rouge une existence politique distincte, au lieu de le laisser avec ses limites actuelles, on aurait dû faire que le Canada s'étendit jusqu'aux Montagnes Rocheuses. Il eût pu alors absorber plus facilement les colonies éparses de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île du Prince-Édouard sur l'Atlantique, et la Colombie Anglaise et l'Île de Vancouver sur le Pacifique. Réunies en dernier lieu sous un seul gouvernement, dont celui de la mère-patrie servirait de modèle, mais modifié selon que les circonstances l'exigeraient, un empire pourrait être formé par la suite sous le règne d'un des membres de la famille royale. En attendant, rien n'empêcherait qu'un prince du sang royal fut nommé vice-roi de toutes les possessions anglaises de l'Amérique du Nord, auquel on donnerait des lieutenants-gouverneurs chargés de l'administration des colonies distinctes jusqu'à ce qu'elles soient graduellement et définitivement réunies. Par cet exposé, votre grâce peut voir que je suis adverse au système américain de fédération, et que je lui préférerais l'union des colonies anglaises de ce continent. Un gouvernement, une législature, un système judiciaire, au lieu de plusieurs, avec leurs institutions, intérêts et juridictions divers, voilà ce que je me permettrais respectueusement de recommander comme la véritable politique que la mère-patrie devrait adopter sur ce continent, vu les magnifiques résultats produits par elle de l'autre côté de l'Atlantique. Un gouvernement fédéral comme celui des États-Unis, par exemple, est et ne peut-être que faible par le fait des éléments discordants qu'il le compose; il porte en lui le germe de la désorganisation et de la dissolution. Dans un pays nouveau comme celui-ci, la multiplication de petites colonies équivalant à la multiplication de petites souverainetés, entre lesquelles l'antagonisme et la rivalité devront tôt ou tard se manifester et empêcher de se développer cette grandeur et cette puissance qu'une politique opposée eût, selon moi, favorisées et produites. Cependant, par l'union, je n'entends pas la centralisation. Je ne suis pas partisan du système bureaucratique de la France, de l'Autriche et de la Prusse. Pour être fort et respecté, un gouvernement doit laisser à son peuple autant de liberté que le permettent la sûreté et l'avantage de tous dans la direction des affaires locales. Un système municipal comme celui que nous avons en Canada, est tout ce qu'il faut pour atteindre ce but. En étendant les franchises politiques à toutes les classes de la société, aux habitants natis comme aux sujets naturalisés, l'élément national ne pourrait faire autrement que de se développer de manière à donner de la stabilité aux institutions, de la satisfaction au peuple et de la force au gouvernement.”

L'opinion que j'avais en 1859, je l'ai encore aujourd'hui, et suis, comme je l'étais alors, en faveur de l'union des provinces anglo-américaines. Aujourd'hui comme alors, je suis opposé au principe fédéral mis en pratique par le gouvernement des États-Unis. Les plus grands hommes